Les anticapitalistes et révolutionnaires sont en capacité de prendre des initiatives concrètes pour aider les travailleurs à déborder les directions syndicales. C’est ce que prouve la récente lutte des travailleurs de la métallurgie à Cordoba (Argentine)

En Argentine comme dans le reste du monde, l’industrie automobile est l’une des plus touchées par la crise. Le patronat a multiplié le recours aux mises à pied — le plus souvent un prélude aux licenciements — et aux licenciements eux-mêmes. Or, malgré le discours de la presse bourgeoise et de la bureaucratie syndicale sur l’inévitabilité de ces mesures dans ce contexte de crise, les ouvriers ne sont pas restés sans réagir. Dans deux des principaux centres industriels du pays, Cordoba et la région Rosario-San Nicolas-Villa Constitucion, des luttes importantes ont eu lieu. À Cordoba, les ouvriers de trois grandes usines, IVECO, Volkswagen et Gestamp, parmi lesquels on compte beaucoup de jeunes, se sont mobilisés contre les licenciements, le chômage technique et même contre le non-renouvellement de contrat touchant les salariés en CDD. Ce dernier point est particulièrement important à noter, car le non-renouvellement des CDD n’apparaît généralement pas comme un licenciement et passe donc souvent comme une lettre à la poste. De même en France, s’il y a parfois des protestations contre le renvoi des intérimaires, il n’arrive jamais qu’une lutte soit organisée pour empêcher leur renvoi. Les initiatives prises par les ouvriers de Cordoba sont d’une grande importance pour toute la classe ouvrière, car elles s’attaquent au sentiment de fatalité face au rouleau compresseur du capitalisme en crise et montrent à toute la classe ouvrière la voie de la lutte (1).

Le 1er décembre 2008, 1500 ouvriers ont manifesté dans les rues du centre de Cordoba. La mobilisation a eu lieu grâce à l’initiative de délégués combatifs (2), parmi lesquels des militants du PTS (Parti des Travailleurs Socialistes, qui compte plus de 1000 militants) et des travailleurs du rang qui ont appelé à des Assemblées Générales et ont réussi à imposer une première manifestation à leur syndicat, le SMATA, qui venait pourtant d’accepter quelques jours auparavant les licenciements. Ce débordement partiel a contraint la direction du syndicat à aller plus loin qu’elle ne l’aurait voulu : elle a dû reprendre les négociations en demandant au patronat de reculer partiellement. C’est la preuve qu’une fraction significative de travailleurs tend à échapper au contrôle de la bureaucratie, principalement des ouvriers jeunes, en particulier les premiers frappés par ces mesures. Et cela montre qu’un parti révolutionnaire ne doit pas renoncer au combat sous prétexte qu’il est relativement petit et la bureaucratie syndicale très puissante. Tout au contraire, il doit avoir l’audace de prendre des initiatives, au lieu de se lamenter sur les difficultés. Car il est

impossible d'apprécier la disposition des ouvriers au combat sans leur faire des propositions d'action.

Cependant, ces initiatives ne sauraient avoir pour seul but de faire pression sur la bureaucratie. Tout au contraire, elles doivent à chaque pas essayer d'ouvrir une voie indépendante. Car, si la bureaucratie peut être contrainte sous la pression de faire un pas à gauche, elle ne change pas de nature : à Cordoba, par exemple, sa politique a continué d'être un obstacle au combat des ouvriers. En effet, au lieu de s'appuyer sur cette mobilisation pour développer la lutte, de réunir une AG de tout le syndicat et de chercher la convergence avec les travailleurs d'autres secteurs touchés par les licenciements, comme ceux de la construction et de l'industrie de la viande et ceux luttant pour de meilleurs salaires, comme à La Poste ou dans les transports interurbains, la direction du syndicat a imposé des négociations entreprise par entreprise et a traité séparément le cas des ouvriers en CDI et de ceux en CDD. La bureaucratie syndicale reste donc un obstacle à la lutte de classe. Le résultat provisoire est une victoire partielle : dans l'usine Gestamp, le patronat a transformé les 215 licenciements de travailleurs en CDD en chômage technique jusqu'au 31 mars 2009, avec un salaire de 1050 pesos ; de même chez Volkswagen pour 365 travailleurs en CDD. En revanche, les travailleurs d'IVECO mis au chômage technique, isolés, n'ont pas obtenu davantage que 500 pesos, une misère, alors qu'ils revendiquaient 75% de leur salaire normal.

Le 14 janvier, le patronat et la direction du syndicat se mettaient d'accord (nouvelle preuve de leur étroite collaboration) pour le licenciement des 300 ouvriers mis au chômage technique jusqu'au 31 mars chez Iveco. De nouveau, c'est à l'initiative de délégués combatifs qu'une assemblée générale a été tenue, réunissant 400 ouvriers, qui sont ensuite allés manifester dans les rues de Cordoba. Pour renforcer le combat, le PTS et *Pan y Rosas,* une organisation de femmes liée au PTS, se sont efforcés de faire participer à la lutte les femmes et les compagnes des ouvriers d'Iveco. En effet, l'expérience de précédents conflits, comme celui de l'usine textile Mafissa ou de l'usine de pneumatique Fate, avaient montré que les habitudes créées par la société bourgeoise tendent à opposer dans une certaine mesure les ouvriers participant à la lutte et leurs femmes ou compagnes, qui voient souvent cela comme des moments volés au couple et craignent souvent davantage le danger qu'implique la lutte. Une vingtaine d'entre elles se sont réunies, ont discuté de la lutte et ont participé à la manifestation sous une banderole indiquant : *« Si une femme avance, aucun homme ne recule. Non aux licenciements. »* L'une d'elles explique : *« Nous luttons pour ce qui nous revient, pour le travail, pour la famille, pour nos projets (…). Les entreprises ont assez d'argent pour garder tous leurs employés, aussi bien les CDD que les CDI ; nous savons qu'ils font et ont fait beaucoup de profits, que le gouvernement les a exonérées d'impôts pour 10 ans. Et ils ne peuvent pas nous garantir le travail, même pour un an ? C'est pour cela que nous exigeons le maintien de tous les emplois. »* (*La Verdad Obrera*, hebdomadaire du PTS, 05/02/09).

Depuis, les travailleurs poursuivent leur lutte avec ténacité. Ils ont organisé une

nouvelle AG devant l'usine et ont voté les suites de la lutte. Tout d'abord, ils ont organisé une conférence de presse pour faire connaître leur combat, qui leur a valu de faire la une de la presse provinciale. Puis, ils ont organisé un rassemblement devant le siège du syndicat pour exiger de sa direction la réunion d'une AG de tout le syndicat et l'adoption d'un plan de lutte unissant tous les travailleurs, en CDD comme en CDI. En effet, si l'auto-organisation est nécessaire, il est aussi indispensable d'adresser des exigences à la direction du syndicat, en laquelle les travailleurs continuent d'avoir une certaine confiance. Cette initiative audacieuse a précisément permis que des dizaines de milliers d'ouvriers de la province de Cordoba voient à la télévision la direction du SMATA refuser ces deux demandes élémentaires : cela a donc contribué à démasquer son rôle, ce qui est une condition pour unifier les rangs ouvriers. En effet, la bureaucratie syndicale s'efforce de briser la lutte en semant la panique parmi les ouvriers en CDI, en leur expliquant en substance que refuser le licenciement des travailleurs en CDD pourrait menacer leurs propres emplois. Tout au contraire, l'acceptation des premiers licenciements affaiblirait les travailleurs pour résister aux suivants qui, vu l'ampleur de la crise, ne manqueront pas d'arriver. D'où l'importance de mettre en avant des mots d'ordre et de faire un travail à la base en vue de sceller l'unité de ces deux catégories d'ouvriers.

La résistance étant moindre ou nulle dans les autres entreprises, en particulier les plus petites, on compte à ce jour près de 1000 licenciements et 7500 ouvriers mis au chômage technique avant licenciement dans l'industrie métallurgique de la province de Cordoba. Le gouverneur péroniste (3) de la province, Schiaretti, justifie les mesures de chômage technique par la crise et prétend que les licenciements sont marginaux. Son « opposant » Juez, issu lui-même du péronisme, qui a fondé son propre parti avec les débris du radicalisme (droite) proteste contre les licenciements : il demande une loi pour déclarer « l'état d'urgence social » pour six mois. Mais l'un des principaux députés de son bloc, Varas, secrétaire général de la UOM, syndicat des ouvriers de la métallurgie hors automobile, affilié à la CGT, n'a pris aucune initiative comme dirigeant syndical, laissant les ouvriers abandonnés à eux-mêmes. Bref, Schiaretti comme son opposant Juez et la bureaucratie syndicale défendent chacun à sa façon les intérêts du patronat.

Pour vaincre l'offensive patronale soutenue par l'État, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propres forces, leur auto-organisation et la lutte pour se réapproprier leurs syndicats ou en créer quand il n'y en a pas. C'est à cela que doivent contribuer de toutes leurs forces les partis anticapitalistes et révolutionnaires. En ce sens, les leçons de la lutte en cours des ouvriers métallurgistes de la province de Cordoba peuvent servir aux militants anticapitalistes et révolutionnaires et aux ouvriers du monde entier.

---

1) L'ensemble des informations sur ces grèves sont tirées de *La Verdad Obrera*,

hebdomadaire du PTS (Parti des Travailleurs Socialistes, section argentine de la FTQI, Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale, dont une partie des militants de la Tendance CLAIRE du NPA sont sympathisants).

2) En Argentine, dans les usines où il y a des syndicats, il est de tradition que les ouvriers élisent des délégués qui forment la direction large du syndicat d'usine.

3) Péroniste : qui se réclame de l'héritage politique de Peron, général de l'armée argentine, qui a constitué au lendemain de la guerre un puissant parti nationaliste bourgeois, le Parti Justicialiste, en s'appuyant sur la classe ouvrière et en la contrôlant *via* les syndicats intégrés à l'État (Peron a instauré un régime bonapartiste caractéristique des pays semi-coloniaux). C'est donc le parti dans lequel la majorité de la classe ouvrière se reconnaît traditionnellement. L'actuelle présidente, Cristina Kirchner, comme son prédécesseur et également mari, Nestor Kirchner, appartiennent d'ailleurs à l'une des ailes de ce parti.

Antoni Mivani, le 18 mars 2009